

L'HISTOIRE MONDIALE/GLOBALE, UNE JEUNESSE EXUBÉRANTE MAIS DIFFICILE

Pierre Grosser

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « Vingtième Siècle. Revue d'histoire »

2011/2 n° 110 | pages 3 à 18

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724632071

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2011-2-page-3.htm>

!Pour citer cet article :

Pierre Grosser, « L'histoire mondiale/globale, une jeunesse exubérante mais difficile », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2011/2 (n° 110), p. 3-18.

DOI 10.3917/ving.110.0003

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'histoire mondiale/globale, une jeunesse exubérante mais difficile

Pierre Grosser

Pierre Grosser prolonge ici le débat sur l'histoire mondiale auquel *Vingtième Siècle* a déjà consacré un article. Il contextualise tout d'abord l'émergence, aux États-Unis, de ce courant historiographique et en montre les enjeux en termes d'enseignement. Il souligne ensuite combien l'approche américaine est loin d'être dominante : l'histoire mondiale relève aussi d'autres traditions nationales. Enfin, il relativise les succès de ce courant, y compris aux États-Unis, et reprend les critiques qu'il suscite.

Après la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*¹ et *Le Débat*², *Vingtième Siècle* a publié un article sur l'histoire mondiale/globale (*world/global history*)³. Le présent article voudrait, avec un regard extérieur d'historien des relations internationales, mettre l'accent sur l'émergence pluricentrale de cette histoire et sur ses limites. Toutefois, la place ne permet pas ici de faire des hypothèses sur le manque d'entrain pour cette histoire en France⁴, ni de comparer ce « tour-

nant global » (« *global turn* ») avec celui qu'ont connu d'autres disciplines des sciences sociales, ni de présenter les riches problématiques qui ont émergé grâce à lui, ni de contester les jugements portés par Chloé Maurel dans cette revue, qui en fait avant tout un rouleau compresseur américain et néolibéral. Cette histoire n'est pas une exclusivité américaine, elle est loin de triompher, et elle suscite bien des interrogations.

L'affirmation d'une histoire mondiale à l'américaine

Aux États-Unis, l'intérêt pour l'histoire mondiale résulte de débats identitaires et académiques, des interrogations de guerre froide sur la capacité de ce pays à connaître le monde, et de la conscience croissante que les États-Unis, loin de n'être que les architectes d'une mondialité à leur image, peuvent être transformés par la mondialisation.

L'émergence de l'histoire mondiale comme discipline académique aux États-Unis doit être reliée à sa percée dans l'enseignement. Une tradition américaine d'histoire « transnationalisée » des États-Unis a toujours existé⁵. Une histoire générale (*general history*) et une première histoire mondiale avaient, depuis la fin du 19^e siècle, essayé d'occuper une place dans les

(1) Dossier « Histoire globale, histoires connectées : un changement d'échelle historiographique ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54 (4), 2007.

(2) Dossier « Écrire l'histoire du monde », *Le Débat*, 154, 2009.

(3) Chloé Maurel, « La *World/Global History* : questions et débats », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 104, octobre-décembre 2009, p. 153-166.

(4) Nous renvoyons au tableau brossé par Olivier Petré-Grenouilleau pour le 21^e congrès du Comité international des sciences historiques à Amsterdam en 2010 : « Les historiens français et les mondialisations », in Jean-François Sirinelli, Pascal Cauchy et Claude Gauvard (dir.), *Les Historiens français à l'œuvre, 1995-2010*, Paris, PUF, 2010, p. 287-300.

(5) Marcus Gräser, « World History in a Nation-State : The Transnational Disposition in Historical Writing in the United States », *The Journal of American History*, 95 (4), mars 2009, p. 1038-1054.

cursus scolaires, mais n'avaient pas convaincu¹. Dès les années 1910 ont existé des formes d'enseignement d'histoire non occidentale, justifiées par la prise en compte des vagues d'immigration et par le rôle des États-Unis dans le monde, mais sans que soit remise en cause la vision d'une Amérique parangon des valeurs occidentales et reprenant le flambeau de leur défense et de leur diffusion². L'enseignement de la civilisation occidentale (*Western civilization*) fut un enfant de la Première Guerre mondiale et des anxiétés sur l'avenir de la civilisation entre les deux guerres³. À l'image de la législation sur l'immigration, l'horizon de l'histoire américaine s'est toutefois rétracté de la fin des années 1920 aux années 1950.

À partir des années 1970, il fut question de contourner l'oligarchie conservatrice, mâle et blanche qui était considérée comme seule productrice et seule actrice de l'histoire des États-Unis. Au même moment, le concept de modernisation était remis en cause parce qu'il semblait, selon les mots de David Ekbladh, « un label pour une approche chauvine dépendante d'universaux évolutionnistes, d'exemples occidentaux, et d'impératifs de guerre froide⁴ ». Les enseignements d'histoire américaine et de civilisation occidentale (laquelle montrait avant tout les progrès du rationalisme et de la liberté) furent donc remis en cause, dans un système scolaire très décentralisé et confronté à l'influence et au nombre croissants des minorités ethniques

(1) Gilbert Allardyce, « Toward World History : American Historians and the Coming of the World History Course », *Journal of World History*, 1 (1), 1990, p. 23-76.

(2) Katja Naumann, « Teaching the World : Globalization, Geopolitics and History Education at US Universities », *German Historical Institute Bulletin Supplement*, 5, 2008, p. 123-144.

(3) Gilbert Allardyce, « The Rise and Fall of the Western Civilization Course », *The American Historical Review*, 87 (3), juin 1982, p. 695-725 ; Daniel A. Segal, « "Western Civ" and the Staging of History in American Higher Education », *The American Historical Review*, 105 (3), juin 2000, p. 770-805.

(4) David Ekbladh, *The Great American Mission : Modernization and the Construction of an American World Order*, Princeton, Princeton University Press, 2010, p. 250.

dont l'histoire ne pouvait être que transnationale, tandis qu'étaient mis en place des modules d'histoire mondiale.

Cette évolution fut aussitôt critiquée. Elle semblait un « abandon de l'Occident » : elle participerait à une balkanisation de la société américaine et à un relativisme inacceptable. La question de l'enseignement de l'histoire et du contenu des manuels fut donc au cœur des « guerres culturelles » (« cultural wars ») des années 1980, périodiquement relancées, par exemple en 1994 avec la querelle sur les standards de l'histoire mondiale, dans laquelle s'impliqua avec véhémence l'épouse du futur vice-président Dick Cheney. Les critiques se sont multipliées encore récemment contre les manuels de quatre grandes maisons d'édition, qui ne donneraient pas assez de poids aux héritages gréco-romains, judéo-chrétiens et anglo-américains, éviteraient de parler d'échec économique, de tyrannie et de violences pour le monde non européen, ou les expliqueraient seulement par l'impérialisme occidental. Surtout, ils sont accusés de mentir sur l'islam et donc de ne pas expliquer le terrorisme.

En réalité, la discipline de l'histoire mondiale est née de manière assez indépendante de ces combats. Elle est peu liée aux différentes autorités et protagonistes qui évoluent dans le champ éducatif américain et ne s'est guère engagée. L'enjeu était plutôt, du point de vue des universitaires, de fournir des matériaux intellectuels et pédagogiques pour les enseignants du secondaire et pour les étudiants de licence.

De grands professeurs, enseignant notamment à l'Université de Chicago (Michael Geyer, Akira Iriye), s'intéressèrent à l'histoire mondiale, laquelle s'était organisée en association lors d'une conférence en 1982 à Hawaï, c'est-à-dire loin des universités américaines les plus prestigieuses. Ils donnèrent ses lettres de noblesse à l'histoire mondiale, en réfléchissant,

dans le cadre de la prestigieuse *American Historical Review*, sur ses potentialités¹. Mais ils critiquaient aussi ses narrations un peu simplistes et essayèrent d'en approfondir la méthodologie. Akira Iriye et Michael Geyer étant originaires de pays symboles des pathologies de l'État-nation de la première moitié du 20^e siècle, le Japon et l'Allemagne, ce n'est donc pas un hasard qu'ils aient promu une histoire transnationale et globale. Le premier a œuvré à la compréhension entre les États-Unis et le Japon, et son intérêt pour les dimensions culturelles de ces relations l'a mené à mettre en valeur le rôle majeur de la culture dans les relations internationales. Il a écrit sur l'internationalisme qui pouvait faire espérer, au début du 20^e siècle, une entente mutuelle entre les peuples, avant que ne triomphent le chauvinisme, le racisme et la géopolitique, tournant qu'il avait analysé dans la politique extérieure japonaise². Il s'intéresse dès lors aux acteurs non étatiques qui favorisent la compréhension mutuelle et l'ancre de valeurs partagées. Michael Geyer travaille aussi sur le basculement vers la violence du premier 20^e siècle, mais en Allemagne, tandis qu'un autre de ses champs d'étude est la mondialisation des droits de l'Homme.

L'émergence de cette réflexion se situait en plein débat sur l'internationalisation de l'histoire des États-Unis. Les étapes en sont connues : les discussions autour de l'article de Ian Tyrrell de 1991³, le projet lancé en 1996

(1) Notamment Michael Meyer et Charles Bright, « World History in a Global Age », *The American Historical Review*, 100 (4), octobre 1995, p. 1034-1060.

(2) Akira Iriye, *Cultural Internationalism and World Order*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997 ; id., *Japan and the World : from the Mid-Nineteenth Century to the Present*, Londres, Longman, 1997.

(3) Ian Tyrrell, « American Exceptionalism in an Age of International History », *The American Historical Review*, 96 (4), octobre 1991, p. 1031-1055. Pour un regard sur le chemin parcouru, voir Ian Tyrrell, « Reflections on the Transnational Turn in United States History : Theory and Practice », *Journal of Global History*, 3 (3), novembre 2009, p. 453-474. Rappeons qu'Ian Tyrrell est un historien australien.

par l'Organization of American Historians et la New York University, l'engagement des grandes fondations, le *La Pieta Report* de 2000, la transformation de l'American Studies Association en International American Studies Association, et le premier ouvrage d'importance paru en 2002⁴. Des enseignements intitulés « *America in the World* » et « *U.S. History in a Global Context* » ont commencé à fleurir dans les collèges et universités.

Les spécialistes d'histoire diplomatique s'étaient lancés tôt dans l'aventure, en partie pour sortir de leur isolement, et à cause du déclin de leur discipline dans le paysage des études historiques. Ils ont tendance aujourd'hui à triompher, considérant que les relations internationales sont indispensables pour cette internationalisation de l'histoire américaine, tandis que l'histoire diplomatique s'est élargie à tous les sujets qui participent à l'insertion de l'histoire américaine dans le « global »⁵. L'arrivée d'étudiants et de professeurs étrangers a facilité cette mue : 20 % des docteurs en histoire en 2008 provenaient des minorités ethniques et raciales ; seuls 40 % des doctorats portaient sur un sujet d'histoire américaine. Les logiques professionnelles peuvent favoriser le passage au global. Si, pour obtenir un poste, un jeune historien spécialiste d'histoire de France doit aussi faire de l'histoire impériale ou africaine, il sera plus à même de passer à l'échelle globale dans ses réflexions.

Il faut également tenir compte du contexte de guerre froide pour comprendre la genèse de l'histoire mondiale. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, des efforts ont été menés pour

(4) Thomas Bender (dir.), *Rethinking American History in a Global Age*, Berkeley, University of California Press, 2002. Dans la même veine, on lira James L. Peacock, *Grounded Globalism : How the US South Embraces the World*, Atlanta, University of Georgia Press, 2010.

(5) Thomas W. Zeiler, « The Diplomatic History Bandwagon : A State of the Field », *The Journal of American History*, 95 (4), mars 2009, p. 1053-1073.

apprendre le monde aux Américains et faire ainsi comprendre la mission globale du pays grâce à un discours universaliste très marqué dans les années 1950¹. Les premiers cours universitaires d'histoire mondiale ont été créés au début des années 1960 par Leften Stavrianos et William McNeill, tous deux nés au Canada et ayant commencé par travailler sur la Grèce. McNeill regrettait à la fin des années 1980 l'eurocentrisme de son ouvrage *The Rise of the West* publié en 1963, mais il l'expliqua par le contexte de domination mondiale des États-Unis².

La conférence fondatrice de l'histoire mondiale en 1982 fut organisée par l'Air Force Academy à Annapolis. Celle-ci avait créé un cours de l'histoire mondiale pour ses cadets à la fin des années 1970, puisque la défaite au Vietnam montrait qu'il fallait connaître les cultures pour gagner les coeurs et les esprits. William McNeill, invité à cet événement coorganisé par l'American Historical Association, s'interrogea sur les échecs des États-Unis en Asie, en Afrique et en Amérique latine, qui contrastaient avec leurs succès en Europe. L'Université de Hawaï devint alors le centre d'impulsion de l'histoire mondiale. Elle avait mis précolement en place des études sur l'Asie, et ces programmes avaient pris une vraie ampleur durant les années 1960 et 1970 à cause des nombreux militaires présents sur l'île, dans le cadre des guerres menées par les États-Unis en Asie orientale. L'histoire mondiale y est devenue programme doctoral en 1986. Plus largement, cette centralité de Hawaï dans l'histoire mondiale est à rapprocher de la volonté des deux partis politiques de faire de Hawaï, devenu le 50^e État en 1959, un modèle de cohabitation interraciale « à l'américaine » au moment où le

tiers-monde commençait à critiquer la ségrégation raciale dans le pays³.

Or, dans les années 1970-1980, les études soviétiques étaient en difficulté, faute de financement et de débouchés⁴. Plus largement, les études régionales (*area studies*), elles-mêmes largement produits de la guerre froide, et qui avaient eu pour objectif d'« historiciser et de contextualiser les formulations et les tendances universalistes des disciplines américaines des sciences sociales et des humanités qui continuaient à s'appuyer largement sur les expériences américaines et européennes⁵ », recevaient de moins en moins d'aide des grandes fondations. Elles étaient également critiquées par les tenants du choix rationnel (produit aussi de la guerre froide⁶), qui prétendaient se passer de la connaissance précise des pays étudiés, et par les tenants du « postcolonial » qui s'en prenaient à leur « orientalisme » et à leur tendance à analyser les aires régionales en fonction de leurs « anomalies » par rapport à la trajectoire historique occidentale. Dès lors, dans les années 1990, les études sur les « forces trans-régionales et globales » (« *crossregional and global forces* ») furent privilégiées, et les études régionales durent prendre en compte les phénomènes globaux et transnationaux⁷. La Fondation Ford a lancé en 1997 le programme *Crossing Borders*

(3) Gilles Scott-Smith, « From Symbol of Division to Cold War Asset : Lyndon Johnson and the Achievement of Hawaiian Statehood in 1959 », *History*, 89 (2), avril 2004, p. 256-273.

(4) David C. Engerman, *Know Your Enemy : The Rise and Fall of America's Soviet Experts*, New York, Oxford University Press, 2009, chap. 9.

(5) David L. Szanton, « The Origin, Nature, and Challenges of Area Studies in the United States », in David Szanton (dir.), *The Politics of Knowledge : Area Studies and the Disciplines*, Berkeley, University of California Press, 2004, p. 2.

(6) Sonja M. Adae, *Rationalizing Capitalist Democracy : The Cold War Origins of Rational Choice Liberalism*, Chicago, University of Chicago Press, 2003.

(7) Bruce Cumings, « Boundary Displacement : Area Studies and International Studies during and after the Cold War », *Bulletin of Concerned Asian Scholars*, 29 (1), janvier-février 1997, p. 6-26 ; David Szanton (dir.), *op. cit.* ; « Roundtable : Are We Adequately Training the Next Generation of Asia Experts ? », *Asia Policy*, 9, janvier 2010, p. 1-43.

destiné à mieux appréhender un monde de plus en plus interconnecté, et à se focaliser sur les mouvements des hommes, des idées et des biens ; ces financements valorisent les partenariats internationaux.

Au terme de cinq ans à la tête de l'*International Journal of Middle East Studies*, Judith Tucker note que les études sur le Moyen-Orient sont désormais plus globales, plus comparatives et plus attentives aux connexions dans l'espace et dans le temps¹. Toutefois, les études africanistes avaient précocelement critiqué l'idée de marginalité de l'Afrique en étudiant les phénomènes diasporiques et globaux. Patrick Manning, l'un des piliers de l'histoire mondiale, est à l'origine spécialiste de l'africanisme, mais s'est très tôt tourné vers l'étude des diasporas africaines. Cette reconfiguration des études régionales au profit des problématiques déterritorialisées (la globalisation, la démocratie, les droits de l'Homme, etc.) a pu être associée à une nouvelle période, « postfordiste », de l'imperialisme américain².

Bruce Mazlish, « fondateur » de l'histoire globale (*global history*), a une longue carrière au MIT, haut lieu des travaux interdisciplinaires, facilités par les programmes et les financements de guerre froide³. Dans les années 1960, il fut chargé de réfléchir aux conséquences sociales de la conquête de l'espace, en les comparant avec celles de la révolution des chemins de fer⁴. À la fin des années 1980, alors qu'étaient esquissées les premières réflexions sur la globalisation, il voulut que les historiens aient leur

mot à dire sur un sujet analysé par toutes les disciplines⁵. Dans la lignée de ses travaux antérieurs, il se lança dans l'analyse interdisciplinaire de cette nouvelle « frontière ». Il en est arrivé à penser que la globalisation contemporaine constitue une véritable rupture, et qu'elle est une nouvelle étape historique après la modernité. Il promeut donc une nouvelle histoire globale (*new global history*), qui constitue l'histoire interdisciplinaire de cette globalisation commencée avec la guerre froide⁶. Il estime également indispensable de promouvoir la conscience des États-Unis d'être dans le monde, alors qu'ils le sont depuis longtemps et sont le premier vecteur de la création d'une société globalisée⁷.

L'irruption de la globalisation dans les réflexions, mais aussi dans le vécu et les imaginaires des Américains, explique le succès de l'histoire mondiale. Les internationalistes libéraux des années 1860-1880 avaient déjà mis en exergue la compression de l'espace-temps et l'existence d'une « civilisation globale », tandis que les missionnaires et réformateurs moraux des années 1880 aux années 1920 voulaient profiter de ce nouvel espace transnational pour faire évoluer l'internationalisme européen vers un monde « d'intérêts moraux identiques⁸ ». Dans les années 1970, le « choc du global » se manifestait par les difficultés monétaires, la crise pétrolière, les prophéties des malthusiens, des écologistes ou des antinucléaires, et la globalisation des thématiques de la discrimination

(1) Judith E. Tucker, « How Has the Field of Middle East Studies Changed in the Last Five Years ? », *The International Journal of Middle East Studies*, 42 (1), 2010, p. 2-44, p. 4.

(2) David Nugent, « Knowledge and Empire : The Social Sciences and the American Imperial Expansion », *Identities : Global Studies in Culture and Power*, 17 (2), 2010, p. 3-5.

(3) Joel Isaac, « The Human Sciences in Cold War America », *The Historical Journal*, 50 (3), 2007, p. 725-746.

(4) Jonathan Coopersmith, « Great (Unfulfilled) Expectations : To Boldly Go Where No Social Scientist or Historian Has Gone Before », in Steven J. Dick (dir.), *Remembering the Space Age*, Washington, NASA, 2008, p. 135-156.

(5) Bruce Mazlish, « An Introduction to Global History », in Bruce Mazlish et Ralph Buultjens (dir.), *Conceptualizing Global History*, Boulder, Westview Press, 1993, p. 1-24.

(6) Bruce Mazlish, *The New Global History*, Londres, Routledge, 2006.

(7) Bruce Mazlish, « Introduction », in Bruce Mazlish, Nayan Chanda et Kenneth Weisbrode (dir.), *The Paradox of a Global USA*, Stanford, Stanford University Press, 2007, p. 1-15.

(8) Frank Ninkovich, *Global Dawn : The Cultural Foundation of American Internationalism, 1865-1890*, Cambridge, Harvard University Press, 2009 ; Ian Tyrrell, *Reforming the World : The Creation of America's Moral Empire*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

raciale et des droits de l'Homme¹. La fin de la guerre froide, la concurrence japonaise, le discours sur la globalisation et sur les grands défis globaux ont ravivé les deux versants, optimiste et pessimiste, de la conscience américaine de la globalité et de l'interdépendance. La peur de l'externalisation, du terrorisme global, des conséquences de l'immigration et de la montée en puissance de la Chine ont fait glisser de l'optimisme au pessimisme, mais rendaient plus indispensable encore la connaissance du monde. Le choc du 11 Septembre a ainsi tempéré une certaine euphorie à propos de la mondialisation comme force d'homogénéisation, et a conduit à réfléchir, dans le cadre de l'histoire globale également, sur les conséquences « hétérogènes » de la globalisation, ainsi que sur l'importance des différences et des interactions du local et du global².

L'histoire pouvait alimenter le débat et donner des repères dans le « vertige » de la globalisation³. La globalisation est-elle un phénomène ancien ou nouveau ? Il faut donc essayer de la dater⁴ et de la périodiser⁵. La globalisation est-elle réversible, ce que la crise de 1929 avait semblé montrer⁶ ? La globalisation est-

elle « anglobalisation » (« *anglobalization* ») à l'échelle planétaire, sous impulsion britannique au 19^e siècle et américaine depuis 1945, ou bien est-elle régionalisée, car reposant sur des « réseaux co-ethniques » (« *co-ethnic networks* »), ce qui était déjà le cas à la fin du 19^e siècle, quand le transnationalisme était avant tout l'apanage du « monde britannique » (« *British world* »)⁷ ? L'histoire mondiale, de par son « tournant spatial » (« *spatial turn* »), permet également de mettre en perspective historique les reconfigurations spatiales du monde contemporain⁸, en étudiant les découpages convenus en continents, la séparation artificielle entre les unités géographiques, l'oubli du « choc en retour » de la colonisation sur les métropoles, la centralité des États et l'oubli des empires, des mers, des grandes villes pluriculturelles ou des réseaux diasporiques⁹. Matthias Middell a mis sur la table un programme de recherche sur l'histoire globale qui comprend la double dimension chronologique et géographique : il invite à l'étude des « crises globales » (« *global crisis* ») et des « conjonctures critiques » (« *critical junctures* ») de la mondialisation, ainsi qu'à celle des « portails » « géographiques » de la mondialisation et des régimes de territorialité¹⁰. Bref, il s'agit moins de contester le rôle de l'État ou de

(1) Charles S. Maier *et alii* (dir.), *The Shock of the Global : The 1970s in Perspective*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.

(2) Voir l'introduction d'Antony G. Hopkins (dir.), *Global History : Interactions between the Universal and the Local*, Basingstoke, Palgrave, 2006, p. 1-38.

(3) Voir les contributions de Michael Geyer et de Hanna Schissler dans Hanna Schissler (dir.), *The Nation, Europe, the World : Textbooks and Curricula in Transition*, New York, Bergahn Books, 2005, p. 193-210 et p. 228-245.

(4) Peter N. Stearns, *Globalization in World History*, Londres, Routledge, 2009.

(5) Antony G. Hopkins (dir.), *Globalization in World History*, Londres, Pimlico, 2002. Notons que cet ouvrage est le dernier que Hopkins a publié comme professeur d'histoire impériale à Cambridge. Depuis, il est professeur à l'Université du Texas à Austin. Pour d'autres périodisations, voir Jürgen Osterhammel et Niels P. Petersson, *Globalization : A Short History*, Princeton, Princeton University Press, 2005 ; Adam McKeown, « Periodizing Globalization », *History Workshop Journal*, 63 (1), 2007, p. 218-230.

(6) Harold James, *The End of Globalization*, Cambridge, Harvard University Press, 2001 ; Ronald Findlay et Kevin H. O'Rourke, *Power and Plenty : Trade, War and the World Econ-*

nomy in the Second Millennium, Princeton, Princeton University Press, 2007, chap. 8 « Deglobalization ».

(7) Pour la première thèse, Niall Ferguson, *Empire : The Rise and Demise of the British World Order and the Lessons for Global Power*, Londres, Basic Books, 2002 ; pour la seconde, Gary B. Magee et Andrew S. Thompson, *Empire and Globalization : Networks of People, Goods and Capital in the British World, 1850-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

(8) Michael G. Müller et Cornelius Torp, « Conceptualising Transnational Spaces in History », *Revue européenne d'histoire*, 16 (5), octobre 2009, p. 609-617.

(9) Sur ces points, nous nous permettons de renvoyer à Pierre Grosser, « Comment écrire l'histoire des relations internationales aujourd'hui ? Quelques réflexions à partir de l'Empire britannique », *Histoire@Politique : politique, culture, société*, janvier-avril 2010.

(10) Matthias Middell et Katja Naumann, « Global History and the Spatial Turn : from the Impact of Area Studies to the Study of Critical Junctures of Globalization », *Journal of Global History*, 5 (1), 2010, p. 149-170.

favoriser une gouvernance globale (qui n'est en rien anti-États), que de les historiciser.

La mondialité de l'histoire mondiale/globale

En ne décrivant que l'histoire mondiale « *made in USA* », il est aisément d'en faire ensuite un instrument de l'hégémonie américaine. Or, il existe d'autres traditions. Il est d'ailleurs tentant en France de considérer que l'histoire mondiale n'est en rien nouvelle, puisque les historiens français des *Annales* l'auraient inventée. Toutes les rétrospectives historiographiques de l'histoire mondiale paient tribut aux *Annales*, et des historiens étrangers en connaissent souvent mieux l'histoire et les apports que nombre d'historiens français. Richard Evans a récemment rappelé que les *Annales* n'étaient pas une aventure uniquement franco-française, et a déploré que les historiens qui en sont issus aient abandonné leur cosmopolitisme et ne s'intéressent dans leur majorité qu'à des sujets français¹.

Il faudrait faire une étude précise des trajectoires qui ont conduit des individus ou des institutions à travailler à l'échelle globale, et des luttes de pouvoir qui ont accompagné ces spécialisations professionnelles. Le panorama par pays est donc trompeur, les échelles de ces enjeux étant locales (une université, un centre de recherche, une revue, etc.) et transnationales (la constitution de réseaux transnationaux comme ressource). La description des « traditions nationales » de l'histoire mondiale masque donc une géographie en archipel interconnecté.

Aux Pays-Bas, l'histoire sociale et économique est depuis longtemps faite à l'échelle mondiale (et plus encore depuis que se sont agrégés aux centres de recherche des historiens de la « périphérie » spécialistes par exemple du travail en Afrique ou en Asie), et l'étude des diffé-

rentes formes d'internationalisme est une tradition. Il existe aujourd'hui des réflexions sur une histoire mondiale du travail (*global labour history*)², et un projet sur dix ans portant sur une histoire mondiale des migrations (*global migration history*)³.

En Grande-Bretagne, plusieurs des plus grands historiens de l'Empire britannique se sont tournés vers l'histoire globale, certains le revendiquant ouvertement (Antony Hopkins, Patrick O'Brien, John Darwin), d'autres gardant leurs distances (Christopher Bayly). Patrick O'Brien a reçu des fonds du Conseil européen de la recherche pour un projet sur la constitution et la diffusion des savoirs et des croyances relatifs à l'« avance » de l'Occident. La London School of Economics (LSE) publie le *Journal of Global History*, pilote le *Global Economic History Network* (GEHN), et propose depuis 2000 un master en histoire globale. Des historiens liés au GEHN participent aux débats des économistes sur les rôles respectifs du déterminisme environnemental et des institutions pour expliquer l'origine des écarts de développement dans le monde, par leurs études sur l'impact de l'Empire britannique⁴. Avec le Center for the Studies of Globalisation and Regionalisation, qui attire des chercheurs prestigieux du monde entier, le Warwick Global History and Culture Center fait de Warwick un pôle important de la recherche sur la mondialisation. L'histoire de l'Europe continentale, qui avait passionné bien des historiens britanniques en quête d'aventure (et de postes académiques), marqués par la tra-

(2) Jan Lucassen (dir.), *Global Labour History*, Berne, Peter Lang, 2006.

(3) On peut consulter le document d'orientation de ce programme : <http://www.iisg.nl/research/position-paper-gmhp-2009.pdf> et le numéro de l'*International Review of Social History* consacré au « Migration and World History » (avril 2007).

(4) Christophe A. Bayly, « Indigenous and Colonial Origins of Comparative Economic Development : The Case of Colonial India and Africa », World Bank Policy Research Working Paper, janvier 2008 ; Gareth Austin, « Développement économique et legs coloniaux en Afrique », *Revue internationale de politique de développement*, 1, 2010, p. 11-36.

(1) Richard J. Evans, « Cite Ourselves ! », *London Review of Books*, 3 décembre 2009, p. 12-14.

dition des « Grands Tours » et par la séparation dans les universités entre histoire britannique et histoire européenne, semble aujourd’hui menacée, malgré ses succès, non seulement par l’euroscepticisme britannique et la « banalité » de l’histoire européenne depuis 1945, mais surtout par une histoire transnationale (*transnational history*) et une histoire globale qui reflètent les discours et les réalités cosmopolites de la *Cool Britannia* des années Blair¹.

L’Allemagne a connu un mouvement de balancier entre l’histoire universelle au temps des Lumières et l’histoire eurocentrée, voire germanocentrale à partir de la fin du 19^e siècle. Après la furia national-socialiste, Arno Peters, très marqué à gauche et surtout connu pour sa projection cartographique qui donne au Sud sa vraie place à la différence de la projection établie de Mercator, s’efforça dans les années 1950 de promouvoir dans les deux Allemagne une « histoire mondiale synchronoptique » sous forme de tableau couvrant toute l’histoire du monde, qui devait mesurer 125 mètres et auquel un bâtiment spécial (le *Synchronopitikum*) devait être consacré².

Toutefois, peu d’ouvrages aujourd’hui se réclament de l’histoire globale (*Globalgeschichte*) ou de l’histoire transnationale (*transnational Geschichte*), même si la recherche dans ce domaine est désormais active, en particulier dans les départements d’études régionales³. À la différence de la Grande-Bretagne, ce sont plutôt des historiens jeunes qui se sont tournés vers l’histoire mondiale, et ils ne provenaient pas d’une histoire impériale longtemps marginale. Certains ont vu dans le transnatio-

nal et le global un moyen de reconsiderer l’histoire nationale, en particulier de la période impériale⁴ et d’enrichir l’histoire du nazisme et de la Solution finale, en lien avec des historiens anglo-saxons⁵. Le centre de recherche et d’enseignement le plus actif se situe à Leipzig, il entretient une tradition ancienne d’histoire universelle et d’études sur le tiers-monde au temps de la RDA⁶. Après avoir rencontré Bruce Mazlish en 1990, le spécialiste de l’Amérique latine Manfred Kossok orienta l’Université de Leipzig vers l’histoire globale, bientôt relayé par son disciple Matthias Middell. L’Université, qui a moins connu que d’autres universités à l’Est l’arrivée d’enseignants de l’Ouest, abrite la revue *Comparativ* et le site Internet *geschichte.transnational*, a créé un master européen en études globales, et élargit ses partenariats, d’abord européens, au monde entier.

L’histoire mondiale est aussi née des contestations et interrogations de la périphérie, qu’il s’agisse des réflexions latino-américaines sur la dépendance structurelle du Sud, des études des subalternes (*subaltern studies*) indiennes, ou de l’apport des historiens de l’islam triomphant (ainsi de Janet Abu-Lughod). Elle a un statut spécial dans les pays du Sud : non seulement elle est une porte ouverte pour accéder aux universités du Nord, en particulier dans le monde anglo-saxon, mais elle permet aussi de montrer que des historiographies « périphériques » peuvent être à la pointe de la recherche et de rehausser le niveau des pays en les intégrant dans la grande histoire du monde. En Corée du Sud par exemple, l’histoire mondiale a été un enseignement optionnel avant d’être

(1) Richard J. Evans, *Cosmopolitan Islanders : British Historians and the European Continent*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 223-234.

(2) Stefan Müller, « Equal Representation of the Time and Space : Arno Peters’ Universal History », *History Compass*, 8 (7), 2010, p. 718-729.

(3) Jürgen Osterhammel, « Global History in a National Context : The Case of Germany », *Österreichische Zeitschrift für Geschichtswissenschaften*, 2, 2009, p. 40-58.

(4) Sebastian Conrad, *Globalization and the Nation in Imperial Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

(5) Shelley Baranowski, *Nazi Empire : German Colonialism and Imperialism from Bismarck to Hitler*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 ; Dan Stone, *Histories of the Holocaust*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

(6) Mathias Middell et Katja Naumann, « World History and Global Studies at the University of Leipzig », in Patrick Manning (dir.), *Global Practice in World History : Advances Worldwide*, Princeton, Markus Wiener Publishers, 2008, p. 81-97.

fondu avec l'histoire coréenne en 2007, l'histoire asiatique étant désormais enseignement optionnel. Sous l'impulsion de Ji-Hyung Cho, l'Université d'Ewha à Séoul a créé un Institut des humanités traitant de la « glocalité ». L'enjeu semble être d'exister dans les manuels et les cours d'histoire mondiale dans le monde anglo-saxon, de défendre l'*« image nationale »* en évitant d'être absent de l'histoire de l'Eurasie, ou dilué dans le monde sinisé, et de défendre, en se présentant comme « acteur de l'histoire », les positions coréennes dans les conflits territoriaux actuels.

Enfin, il faut rappeler que nombre de nationalismes au Sud se sont construits en s'insérant dans une vision globale du monde et des « tendances mondiales ». Ce fut le cas du nationalisme chinois au tournant des 19^e et 20^e siècles¹. Les historiens vietnamiens considèrent que Diên Biên Phu s'inscrit dans l'histoire globale de la décolonisation et en a été un des moments les plus forts, tandis qu'un Christopher Goscha a beaucoup fait pour replacer les luttes anticoloniales en Indochine dans un contexte transnational asiatique. L'horizon des intellectuels indigènes du « Raj », longtemps considérés comme « nationalistes » et se positionnant uniquement par rapport à la pensée occidentale, est désormais étudié dans toute son étendue et sa complexité². Les historiens cubains sont bien conscients qu'il ne pourrait être question d'écrire l'histoire de Cuba sans tenir compte de l'économie et des migrations atlantiques, sans les États-Unis, et sans la guerre froide³.

(1) Rebecca E. Karl, *Staging the World : Chinese Nationalism at the Turn of the Twentieth Century*, Durham, Duke University Press, 2002 ; contributions de Klaus Mühlhahn et Nicola Spakowski dans Vanessa Künnemann et Ruth Mayer (dir.), *Trans-Pacific Interactions : The United States and China, 1880-1950*, Basingstoke, Palgrave, 2010.

(2) Numéro spécial de *Modern Intellectual History*, 4 (1), 2007 ; Sugata Bose et Kris Manjapa (dir.), *Cosmopolitan Thought Zones : South Asia and the Global Circulation of Ideas*, Basingstoke, Palgrave, 2010.

(3) Rafael Hernandez, « A Total History ? », *Radical History Review*, 91, hiver 2005, p. 94-97.

Au Japon, les différentes traditions d'histoire mondiale depuis le début de l'ère Meiji s'efforçaient surtout de réfléchir à la place et à l'identité du pays dans le monde. Dans les années 1930-1945, le Japon était même placé au cœur de cette histoire. L'école de Kyoto a ainsi été considérée comme un sous-produit de l'affirmation impérialiste du pays, alors qu'il s'agissait également d'un effort rare pour faire dialoguer les textes originaux des philosophies issues de traditions intellectuelles différentes, notamment européennes et asiatiques⁴. Des enseignements et des ouvrages d'histoire mondiale, marqués par le paradigme de la modernisation, sont apparus aux lendemains de la guerre, tandis qu'une puissante historiographie marxiste donnait une autre version de l'histoire du monde⁵. Dans les années 1980, des historiens de l'Université d'Osaka ont transformé l'étude des relations économiques intra-asiatiques et de l'insertion de l'Asie dans l'économie mondiale, notamment en un dialogue critique avec la nouvelle histoire économique impériale britannique⁶. L'histoire mondiale a été ancrée dans les programmes scolaires au cours des années 1990. Des universités d'été d'histoire mondiale (*world history summer schools*) sont organisés pour les enseignants, avec le soutien du ministère japonais de l'Éducation, tandis qu'un Institut de recherche pour l'histoire mondiale a été créé en 2004 à Tokyo, lequel fait venir des spécialistes étrangers, traduit des ouvrages, lance des programmes de recherche (sur le monde des années 1890-1905 et sur

(4) Christopher Goto-Jones, « Comparative Political Thought : Beyond the Non-Western », in Duncan Bell (dir.), *Ethics and World Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 219-236.

(5) Voir les contributions de Julia Adeney, Thomas Bohn et Sebastian Conrad dans Benedikt Stuchtey et Eckhardt Fuchs (dir.), *Writing World History, 1800-2000*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

(6) Shigeru Akita (dir.), *Gentlemanly Capitalism, Imperialism and Global History*, Basingstoke, Palgrave, 2002 ; id., « World History and the Emergence of Global History in Japan », *Chinese Studies in History*, 43 (3), printemps 2010, p. 84-96.

les « longues années 1980 »), et organise des « caravanes de l'histoire mondiale » au Japon.

Il est beaucoup question en Chine aujourd'hui d'histoire mondiale ou globale, et de « vue globale de l'histoire »¹. Cela n'empêche pas que cette histoire soit souvent teintée par les campagnes d'éducation patriotique plaçant au centre de l'histoire un siècle d'humiliation nationale, ou par la mise en valeur de la contribution de la Chine à la civilisation mondiale. Une histoire mondiale occidentalocentrique avait émergé à partir des années 1910, remplacée après 1949 par une histoire marxiste des plus orthodoxes. Il existait donc une multitude d'enseignements et de revues d'histoire mondiale, inspirée des dix volumes sur l'Histoire mondiale publiée en Union soviétique dans les années 1950-1960. Mais désormais, les figures mondiales de la science et de la culture remplacent les grands révolutionnaires ; les jeunes Chinois apprennent les noms de Stendhal et de Picasso, et non plus de Hebert et de Babeuf. L'histoire mondiale reste marquée par l'histoire de la modernisation, et les « lois » et « leçons » qui peuvent en être tirées. Existe également un intérêt spécifique pour l'histoire des grandes puissances, notamment occidentales, qui est encouragé par le pouvoir².

Cette histoire mondiale, qui sous ses différentes formes depuis un siècle et demi a été une

quête de connaissance du monde et un effort pour lier les événements chinois aux évolutions mondiales, s'est longtemps démarquée nettement de l'histoire de la Chine et dépendait des historiens étrangers. Or désormais, il y a la volonté de fusionner l'histoire de la Chine et l'histoire mondiale, et de développer une école historique chinoise qui affirmerait son caractère chinois et apporterait sa contribution spécifique à la discipline de l'histoire mondiale, mais avec l'idée d'être ouvert sur le monde et d'appliquer les standards internationaux. Jerry Bentley, qui dirige le *Journal of World History*, se déplace fréquemment en Chine, tandis que les historiens chinois ont été passionnés par les travaux récents d'histoire économique mettant en avant l'« avance » économique chinoise jusqu'au 18^e siècle, notamment ceux de l'école californienne (Kenneth Pommeranz, Roy Bin Wong, Jack Goldstone, John Hobson, Jack Goody, et jadis André Gunder Frank).

En Russie, après l'anarchie régnant dans les manuels scolaires durant les années 1990, le ministère de l'Éducation nationale a lancé en 2003 une opération visant à distinguer les trois meilleurs manuels, et l'un des critères de sélection était l'ancrage de l'histoire de la Russie dans l'histoire universelle³. En réalité, les enseignants transmettent avant tout l'histoire européenne et laissent les élèves apprendre le reste dans leurs manuels. Une forme particulière d'histoire à l'échelle du monde progresse cependant dans les cursus et les librairies : la « culturologie ». Cette approche interdisciplinaire de culture générale, dé-historisant souvent les cultures dans une fausse longue durée, a la prétention de devenir une métascience (abusant parfois pour cela des mathématiques), un « savoir organique complet »

(1) Luo Xu, « Reconstructing World History in the PRC since the 1980s », *Journal of World History*, 18 (3), septembre 2007, p. 325-350 ; *id.*, « The Rise of World History Studies in Twentieth Century China », *History Compass*, 8 (8), août 2010, p. 780-789 ; numéro spécial de *Chinese Studies in History*, printemps 2009 ; Nicola Spakowski, « National Aspirations on a Global Stage : Concepts of World/Global History in Contemporary China », *Journal of Global History*, 4 (3), novembre 2009, p. 475-495.

(2) Andrew S. Erickson et Lyle J. Goldstein, « China Studies the Rise of Great Powers », in Andrew S. Erickson, Lyle J. Goldstein et Carnes Lord (dir.), *China Goes to Sea : Maritime Transformation in Comparative Historical Perspective*, Annapolis, Naval Institute Press, 2009, p. 401-425 ; Q. Edward Wang, « “Rise of the Great Powers” = Rise of China ? Challenges of the Advancement of Global History in the People's Republic of China », *Journal of Contemporary China*, 19 (64), mars 2010, p. 273-289.

(3) Wladimir Berelovitch, « Les manuels d'histoire de la Russie dans la Russie d'aujourd'hui entre les vérités plurielles et le nouveau mensonge national », in Jean-Philippe Jaccard (dir.), *Un « mensonge déconcertant » : la Russie au xx^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 203-220.

qui fonctionne comme le marxisme contre lequel pourtant elle se définit, et qui en définitive est surtout un discours sur la Russie et le monde¹. Elle constitue dès lors une négation des dimensions circulatoires et œcuméniques de l'histoire mondiale. Si des chaires de grande histoire (*big history*) ont été ouvertes à Sydney, Dallas ou Amsterdam, elle fascine en Russie, sous le nom d'« évolutionnisme universel » ou de « méga-histoire » (*< mega-history >*), avec une insistance sur la créativité de l'esprit plus que sur les « lois de la nature »². C'est en Russie qu'en 2009 un guide des cours, enseignements et publications sur la *big history* (*directory of big history courses, instructions and publications*) a été créé lors d'une rencontre internationale.

Ainsi, l'histoire mondiale n'est pas seulement une invention américaine. Dans de nombreux pays des traditions ont été ravivées. Les contacts entre chercheurs et entre universités et la nécessité de s'organiser pour intégrer des réseaux ont contribué à ce nouvel élan. L'histoire mondiale est un produit de son temps. Si, il y a un siècle, l'histoire nationale était liée à la professionnalisation de l'histoire dans le cadre des États et aux prétentions de l'État « nationalisateur »³, la mondialisation de la profession aujourd'hui dynamise l'histoire globale. Les logiques professionnelles favorisent désormais le plurilinguisme, l'activité de conférencier globe-trotter, l'organisation de colloques internationaux et le pilotage de coopérations interuniversitaires à l'échelle mondiale. Les financements vont aux travaux d'équipe et aux réseaux d'historiens, et l'histoire mondiale est si vaste qu'elle ne peut reposer que sur ces entre-

prises collectives. Elle est rendue possible par la multiplication des traductions, par la création de revues, par la circulation accélérée du savoir grâce à Internet, par la croissance exponentielle du nombre d'universités, de bibliothèques et de centres de recherche, par l'internationalisation des centres de production du savoir et le succès de l'anglais comme langue d'accès aux historiographies lointaines et de standardisation de l'historiographie.

Aux débuts des années 2000, a été fondé à Leipzig l'*European Network in World and Global History* (ENIWGH). Avec le soutien de l'Université de Pittsburgh (et de l'hyperactif Patrick Manning) un Réseau africain d'histoire mondiale *African Network of Global History* a été créé lors d'une conférence au Nigeria en décembre 2009. Son siège est à l'Université américaine du Caire. L'échelle mondiale a été atteinte en 2008 avec le *Network of Global and World History Organization* (NOGWHISTO), qui regroupe l'ENIWGH, la World History Association et l'Asian Association of World Historians. Cela permettra au NOGWHISTO d'intégrer en 2010 le Comité international des sciences historiques. Cette entrée avait été refusée dix ans auparavant parce que l'histoire mondiale semblait un produit américain à fortes prétentions.

Les limites de l'histoire mondiale/globale

Peut-on dès lors parler de succès concernant l'histoire mondiale/globale ? D'abord, il faudrait mettre le terme au pluriel, tellement le champ est divers. Surtout, il ne triomphe guère aux États-Unis. Le cours d'histoire mondiale est loin d'être généralisé et d'avoir remplacé les cours de civilisation occidentale : il est souvent optionnel. En 2002, les élèves étaient dix fois plus nombreux à prendre un cours d'histoire américaine, et trois fois plus un cours d'histoire européenne. Semestriel, ce cours ne permet que des survols. Bien des enseignants se contentent d'amender un peu les cours de civilisation occidentale, en ajoutant

(1) Marlène Laruelle, « La discipline de la culturologie ou l'élaboration d'une science de la nation ? », *Almanach de la recherche franco-russe*, 1, 2007, p. 1 -9.

(2) Akop P. Nazaretyan, « Big (Universal) History Paradigms : Versions and Approaches », *Social Evolution & History*, 4 (1), mars 2005, p. 61-86.

(3) Stefan Berger et Chris Lorenz (dir.), *Nationalizing the Past : Historians as Nation Builders in Modern Europe*, Basingstoke, Palgrave, 2010.

quelques pincées d'histoire exotique, et restent marqués par l'évolutionnisme social victorien. Ils sont souvent mal formés, malgré les efforts pour mettre sur la Toile ou publier dans *The History Teacher* des documents, des conseils méthodologiques et des exemples de parcours pédagogiques. L'enseignement est de plus en plus orienté vers la préparation de tests. Les efforts pour créer un examen commun se heurte à la diversité des approches de l'histoire mondiale.

Walter Russell Mead, l'un des historiens les plus célèbres du 19^e siècle américain, en charge de la chronique bibliographique sur les États-Unis dans la prestigieuse revue *Foreign Affairs*, a évalué ces programmes en 2006 : il constate que peu d'enseignements sont soumis à des standards, et que le résultat s'apparente souvent à « une bouillie »¹. Raymond Grew parle à propos de l'histoire mondiale pour les étudiants de licence de « *fast food solution* » pour « honorer la diversité »². Les jeunes Latinos ne sont pourtant pas choyés : l'Amérique latine est souvent marginalisée, perçue comme inclassable, tandis que l'intrusion européenne est considérée du point de vue des Européens. Les Latino-Américains rendent bien ce faible intérêt, puisqu'il n'y a pratiquement aucune formation de ce type en Amérique latine, si ce n'est parfois un cours d'histoire universelle (*historia universal*) enseignée avec des manuels espagnols³.

En 2005, moins d'une vingtaine d'universités avaient ouvert des programmes doctoraux d'histoire mondiale ou globale. Les postes d'enseignant en histoire transnationale ou mondiale sont très peu nombreux (3 %) dans les universités américaines et connaissent un déclin comparable aux autres spécialités. L'en-

jeu reste toujours d'atteindre une masse critique dans la sphère universitaire. L'histoire mondiale aux États-Unis manque de moyens, est peu soutenue par les fondations et les institutions et apparaît comme l'enfant pauvre des recherches sur la mondialisation. La nouvelle vague de financement public de la recherche en sciences sociales (l'initiative Minerva lancée par le ministre de la Défense Robert Gates en avril 2008), dans un contexte encore marqué par la méfiance des chercheurs et par l'arrivée dans les universités des vétérans des guerres d'Irak et d'Afghanistan, est concentrée sur le radicalisme islamique, le terrorisme, la modernisation militaire chinoise, le changement climatique ou sur le risque politique dans les États africains⁴. C'est l'anthropologie et non l'histoire que le Pentagone s'efforce de mobiliser afin de rendre la contre-insurrection plus efficiente, au nom d'une approche très essentialiste et localiste de la culture⁵.

L'histoire mondiale n'a pas percolé dans l'enseignement secondaire en Allemagne, en raison du faible nombre d'heures de cours d'histoire et du risque de marginalisation de l'histoire du nazisme et de l'Holocauste. Aux Pays-Bas, la place de l'histoire non européenne est en déclin. En Italie, la coalition menée par Silvio Berlusconi et par une « nouvelle vague de patriottisme » n'a pas voulu intégrer en 2001 l'histoire mondiale aux programmes scolaires⁶. Au Royaume-Uni, le gouvernement conservateur vient de demander à Niall Ferguson (historien vedette parti à l'Université Harvard après avoir fait l'apologie de l'Empire américain comme continuation de l'« anglobalisation » favorisée par l'Empire britannique), de diriger la réforme

(1) Voir <http://www.edexcellence.net/doc/StateofStateWorldHistoryStandards2006.pdf>.

(2) Raymond Grew, « Expanding Worlds of World History », *The Journal of Modern History*, 78 (4), décembre 2006, p. 878-898, p. 878.

(3) Voir le bilan effectué dans le dossier de l'*Hispanic American Historical Review* paru en août 2004.

(4) Thomas G. Mahnken, « Bridging the Gap Between the Worlds of Ideas and Action », *Orbis*, 54 (1), hiver 2010, p. 4-13.

(5) John D. Kelly *et alii* (dir.), *Anthropology and Global Counterinsurgency*, Chicago, University of Chicago Press, 2010, parties 4 et 5.

(6) Voir sur ce point les travaux de Luigi Cajani, de l'Université La Sapienza à Rome.

des programmes britanniques d'histoire, la discipline étant en perdition dans l'enseignement secondaire. Niall Ferguson s'est empressé d'annoncer que les cinq cents dernières années ont été avant tout celles de la domination du monde par l'Occident. Il se défend de ne pas promouvoir une histoire mondiale : il compte faire étudier la stagnation de l'Empire chinois et les causes de l'échec du monde musulman malgré son passé brillant¹. En Australie, le projet en 2008 de mise en place du premier *curriculum* national d'histoire, auquel l'historien Stuart Macintyre a pris part, devait préparer les jeunes à un futur marqué par la mondialisation, la diversité sociale et culturelle, et la place croissante de l'Australie dans la région Asie-Pacifique. Mais les *lobbies* se sont activés, les conservateurs critiquant la portion congrue réservée au christianisme et à la métropole britannique, ainsi que la tonalité gauchiste et pro-aborigène du projet. Se rejouent donc, pour un système éducatif où l'histoire est peu et mal enseignée, vingt ans de « guerres culturelles » entre les deux partis politiques australiens, le conservateur Howard ayant bataillé pour « ré-occidentaliser » l'histoire et la politique extérieure du pays².

L'histoire mondiale/globale suscite bien des interrogations relatives à son approche. Éric Vanhaute rappelle qu'« il n'y a probablement aucune branche sur le gros arbre des sciences sociales et des humanités qui soit si préoccupée d'auto-évaluation, d'auto-critique et d'enquête sur soi que l'histoire mondiale et l'histoire globale³ ». Près d'un tiers des articles publiés par

(1) « Rightwing Historian Niall Ferguson Given School Curriculum Role », *The Guardian*, 30 mai 2010 ; « Niall Ferguson Aims to Shake up History Curriculum with TV and war Games », *The Guardian*, 9 juillet 2010.

(2) Andrew Bonnell et Martin Crotty, « Australia's History under Howard, 1996-2007 », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 617, mai 2008, p. 149-165.

(3) Aric Vanhaute, « Who is Afraid of Global History ? Ambitions, Pitfalls and Limits of Learning Global History », *Österreichische Zeitschrift für Geschichtswissenschaften*, 20 (2), 2009, p. 22-39, p. 22.

le *Journal of World History* traitent des questions théoriques, méthodologiques et conceptuelles. À côté des pionniers qui s'escrivent à trouver des définitions et à borner l'épistémologie, l'histoire mondiale/globale est un « fourre-tout⁴ », dans lequel sont placés des études et des ouvrages de nature, de méthode, et d'intérêt très inégaux. L'existence d'une rubrique « Comparative/World » dans les recensions d'ouvrages de l'*American Historical Review* est souvent présentée comme un succès, mais il s'agit d'une auberge espagnole où se trouvent surtout des livres inclassables ailleurs. La collection « *Themes in World History* » de la maison d'édition Routledge propose des livres bien légers et le prolifique Peter Stearns en assure lui-même une bonne part. Chez Oxford University Press, les « *World History* » de pays sont avant tout des histoires nationales sur le temps long.

Les débats n'en finissent pas sur les différences entre histoire mondiale et globale. Pour certains, la seconde se concentre sur l'histoire de la globalisation et de la globalité, alors que la première étudie l'histoire des civilisations et de leurs contacts. Mais pour Jürgen Osterhammel, l'histoire mondiale est l'histoire des différentes civilisations et leur comparaison, tandis que l'histoire globale est l'histoire des contacts et des interactions entre civilisations. Si cette dernière inclut l'histoire de la globalisation, elle comprendrait aussi l'étude de relations qui ne contribueraient pas directement à la globalisation, grâce à des enquêtes « diagonales » à travers les histoires nationales⁵. Pour Bruce Mazlish, le terme « monde » peut relever de visions et conceptions différentes, alors qu'il n'y a pas d'interrogations sur le globe. L'histoire globale serait donc l'histoire du processus

(4) Dominic Sachsenmaier, « Histoire globale, histoire internationale, histoire mondiale : le débat aux États-Unis, en Chine et en Allemagne », *Eurostudia*, 4 (2), décembre 2008, p. 11.

(5) Jürgen Osterhammel et Niels P. Petersson, *op. cit.*, p. 19-20.

de globalisation et des processus qui ne peuvent s'analyser qu'à l'échelle du globe (épidémies, action des ONG et des firmes multinationales, etc.)¹. Raymond Grew estime que la tendance est à mêler les deux approches, afin de combiner la « flexibilité tactique » de l'histoire globale avec la « continuité narrative » de l'histoire mondiale².

Les distinctions avec l'histoire transnationale ne sont pas plus évidentes. Akira Iriye rappelle que l'histoire transnationale est plus récente que l'histoire globale. Selon lui, la première décrit des forces non nécessairement globales, mais transnationales, citant les droits de l'Homme ou le terrorisme³. Ailleurs, il définit l'histoire globale comme « une approche qui s'intéresse à des thèmes transnationaux pour élargir notre compréhension des relations internationales ainsi que des évolutions nationales⁴ ». En fait, l'histoire mondiale/globale ne va pas à l'encontre de l'histoire transnationale, de l'histoire connectée, ou de celle des transferts culturels, tous ces courants travaillant ensemble. Certes, l'histoire globale n'aime guère le terme « transnational », car elle veut décrire des réalités qui existaient avant les États-nations, lesquels n'ont été, à l'échelle de l'histoire, que des réalités tardives, tandis que Frederick Cooper se demande comment « mettre l'accent sur les connexions spatiales sans postuler le “global”⁵ ». Cependant, Akira Iriye a assuré un cours commun avec Bruce Mazlish ; Matthias Middell et Michel Espagne se fréquentent depuis longtemps ; et

la collection « Palgrave Transnational History Studies » accueille toutes ces tendances.

C'est après l'institution de l'histoire mondiale, et après avoir proclamé qu'elle était une discipline jeune (et donc qu'il fallait être indulgent à son égard), qu'elle s'est intéressée à ses ancêtres lointains, et elle a parfois tendance à se complaire dans l'historiographie, comme pour se donner un pedigree et donc une légitimité. À Macquarie University, le cours de grande histoire a été remplacé depuis 2002 par le cours de Marnie Hugues-Warrington sur l'histoire mondiale à travers l'historiographie. L'ouvrage *Palgrave Advances of World Histories* qu'elle a dirigé revient répétitivement sur les grands anciens. L'introduction à l'histoire globale de Pamela Kyle Crossley, co-auteure d'un manuel de référence, est pétri d'historiographie⁶. Un ouvrage collectif est consacré à la manière dont l'histoire mondiale a été pensée depuis deux siècles dans les sciences sociales et dans certains pays⁷. Olivier Petré-Grenouilleau a rappelé la généalogie classique et française d'histoire universelle ou totale⁸.

Grâce à ses efforts de vulgarisation, l'histoire mondiale/globale peut abattre certains murs qui existent entre la recherche spécialisée et le public, comme elle peut paraître un remède à l'hyper-spécialisation et à la fragmentation de la recherche, ainsi qu'au scepticisme postmoderne à l'égard de l'histoire. Son émergence peut en effet paraître paradoxale après des années de remise en cause des métanarrations et d'interrogations sur l'historien regardant la terre depuis la lune ou depuis l'Olympe. Même si les tenants de la grande histoire estiment que

(1) Bruce Mazlish, « Comparing Global History to World History », *Journal of Interdisciplinary History*, 28 (3), hiver 1998, p. 385-395.

(2) Raymond Grew, *op. cit.*, p. 892.

(3) Akira Iriye, « The Transnational Turn », *Diplomatic History*, 31 (3), juin 2007, p. 373-376.

(4) Akira Iriye, « Global History », in Patrick Finney (dir.), *Palgrave Advances in International History*, Basingstoke, Palgrave, 2005, p. 320-344, p. 341.

(5) Frederick Cooper, « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? Un point de vue d'historien », *Critique internationale*, 10 (1), avril 2001, p. 101-124, p. 119.

(6) Patrick O'Brien, « Historiographical Traditions and Modern Imperatives for the Restoration of Global History », *Journal of Global History*, 1 (1), 2006, p. 3-39 ; Marnie Hugues-Warrington, *Palgrave Advances of World Histories*, Basingstoke, Palgrave, 2005 ; Pamela Kyle Crossley, *What is Global History ?*, Cambridge, Polity Press, 2008.

(7) Benedikt Stuchtey et Eckhardt Fuchs (dir.), *op. cit.*

(8) Olivier Petré-Grenouilleau, « La galaxie histoire-monde », *Le Débat*, 154, 2009, p. 41-52.

le retour de l'histoire universelle n'explique par le caractère scientifique (données économiques, datation carbone, etc.) dont elle était dépourvue jusqu'au 19^e siècle et qui semblait l'apanage des histoires nationales¹, l'histoire mondiale témoigne aussi d'une crise des paradigmes et ne se complaît pas toujours dans le positivisme. Ses ambitions, qui passent parfois par la grande narration tout en essayant d'éviter les pièges de la téléologie, répondent à la « dissolution » de l'histoire provoquée entre autres par le « tournant postcolonial » (« *postcolonial turn* »), lequel est suspect lui-même de favoriser une métanarration de l'impérialisme et de l'oppression occidentales, et de déhistoriciser à la fois le fait colonial et les continuités entre le « colonial » et le « postcolonial »². Georg Iggers et Q. Edward Wang concluent leur vue d'ensemble de l'historiographie en considérant que « la complexité du monde transformé par la globalisation et le conflit interculturel nécessite des méthodes que ne procurent pas les conceptions postmodernistes de l'histoire, comme avant tout une forme de littérature fondée sur l'imagination, ni, pour des raisons différentes, par la pratique de la microhistoire qui est délibérément indifférente à la description des changements sociaux en termes de grands mouvements, même si l'histoire qu'elle raconte reflète la réalité sociale³ ». Dès lors, des tenants de la nouvelle histoire impériale (*new imperial history*) estiment que le matérialisme de l'histoire mondiale serait une réaction contre le « tournant culturel » et notamment les études sur le genre (*gender studies*)⁴.

(1) David Christian, « The Return of Universal History », *History and Theory*, 49 (1), décembre 2010, p. 6-27.

(2) Jean-François Bayart, *Les Études postcoloniales : un carnaval académique*, Paris, Karthala, 2010, p. 45 sqq.

(3) Georg G. Iggers et Q. Edward Wang, *A Global History of Modern Historiography*, Harlow, Pearson, 2008, p. 393.

(4) Tony Ballantyne et Antoinette Burton, « Postscript. Bodies, Genders, Empires : Reimagining World Histories », in Tony Ballantyne et Antoinette Burton (dir.), *Bodies in Contact : Retinking Colonial Encounters in World History*, Durham, Duke University Press, 2005, p. 405-424.

Si la recherche en histoire mondiale/globale est diverse et riche, le risque est de faire de l'histoire globale comme il a été fait de l'histoire nationale et comme il est trop souvent fait de l'histoire européenne : une histoire téléologique pour fabriquer de l'identité. Les plus audacieux rêvent d'une histoire mondiale faite pour des citoyens cosmopolites et par des historiens cosmopolites. C'est un retour aux projets de l'Unesco des années 1950 d'une « éducation pour la compréhension internationale ». Les initiatives internationales se multiplient de nouveau (Unesco, Groupe de haut niveau pour l'alliance des civilisations, etc.), dans le but de favoriser une histoire respectueuse des différences et « interculturelle » (« *cross cultural* »). Mais entre la discussion « habermassienne » pour une histoire globale pluricentrale et l'affadissement par le « politiquement correct » (tout le monde est gentil et connecté), il existe bien des formes d'histoire mondiale possibles. Faut-il mieux des points de vue multipolaires pour un monde multipolaire, une histoire œcuménique et dialogique mais affadie, ou un libre marché des histoires mondiales ?

L'histoire mondiale/globale peut n'être aussi que le vernis culturel des nouvelles élites globales, acquis dans les programmes nombreux qui prétendent former des dirigeants globaux (*global leaders*) et font de la diversité (*diversity*) une valeur cardinale. Sur le marché universitaire et dans la compétition entre établissements à prétention mondiale, la marque « histoire mondiale » risque de n'être qu'une composante des stratégies marketing du *branding*, de même que l'affichage des partenariats multiples et globaux pour son enseignement et la recherche qui s'en réclame. Certes, d'un point de vue civique, de carrière, ou de rapports de force internationaux, il n'est pas à démontrer que la connaissance du monde et de ses diversités est devenue et deviendra plus encore indispensable. Mais l'histoire mondiale/globale pourrait devenir un simple

outil facilitant la communication interculturelle dans ses dimensions internes (les relations au sein d'une société multiculturelle), externes (la diplomatie, et en particulier la *public diplomacy*), et le business (le management interculturel, le marketing international, etc.).

Si la mondialisation peut faciliter l'accès de tous au meilleur de l'histoire mondiale/globale, il existe pour les plus pessimistes un risque d'uniformisation et d'hégémonie avec l'université globale (*global university*) ou l'éducation globale (*global education*). La question de la libéralisation des services éducatifs dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce est un enjeu majeur. Certains craignent un « nouvel impérialisme de la connaissance », doutent de l'existence d'une communauté mondiale d'historiens, dont les standards seraient de fait occidentaux, voire considèrent que la discipline historique aujourd'hui internationalisée reste marquée par les stigmates de ses origines, occidentale et impérialiste.

Toutefois, les approches et traditions locales de l'histoire mondiale sont de plus en plus reconnues et étudiées. Le risque serait-il alors une histoire de connexions sympathiques et de transnationalismes pluricentrés, élaborée dans les universités anglo-saxonnes multiculturelles, prenant le pas sur les travaux critiques élaborés hors de ce monde de séminaires et colloques consensuels, et qui mettent en valeur les formes de domination américaine¹? On pourrait répondre que le consensus porte surtout sur la domination occidentale, décrite à coups de citations d'Edward Saïd et de Michel Foucault, et que les faces noires de la mondialité occidentale font l'objet de nombreux travaux².

(1) Winfried Fluck, « Inside and Outside : What Kind of Knowledge Do we Need ? A Response to the Presidential Address », *American Quarterly*, 59 (1), 2007, p. 23-32.

(2) Par exemple, Marilyn Lake et Henry Reynolds, *Drawing the Global Colour Line : White Men's Countries and the International Challenge of Racial Equality*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008 ; Alison Bashford et Philippa Levine (dir.), *The Oxford Handbook of the History of Eugenics*, Oxford, Oxford

En revanche, comme la production « américaine » est elle-même le produit d'influences et d'auteurs divers, l'histoire mondiale peut devenir l'enjeu de luttes pour donner plus de place à tel ou tel pays, à telle ou telle région du monde, à telle ou telle approche. On retrouve ainsi des interrogations habituelles sur l'américanisation (qui serait plus une question de contenant que de contenu et serait nourrie d'interactions) et des réflexions qui existent pour la « discipline » de la littérature mondiale (*world literature*).

À l'évidence, la France va devoir, d'une part, se lancer de manière plus déterminée dans la course à la connaissance du monde pour éviter le déclassement et, d'autre part, s'habituer à ce que d'autres écrivent son histoire, et plus seulement ses voisins occidentaux, et lui assignent une place dans l'histoire mondiale. Il faut donc dès à présent penser à l'image projetée par la France, déjà suspecte de provincialisme, si les évolutions historiographiques mondiales sont mal connues, méprisées car les Français auraient tout inventé, et considérées comme un simple complot américain³.

Pierre Grosser, Sciences Po,
Centre d'histoire, 75006, Paris, France.

Agrégé et docteur en histoire, **Pierre Grosser** est enseignant détaché à Sciences Po et membre de son Centre d'histoire. Il travaille sur l'histoire et l'historiographie des relations internationales et sur les modes d'analyse du monde post-guerre froide. Il est directeur des études de l'Institut diplomatique du ministère des Affaires étrangères depuis sa création en 2001. Il a publié *Les Temps de la guerre froide* (Complexe, 1995) et *Pourquoi la Seconde Guerre mondiale ?* (Complexe, 1999). Son dernier ouvrage, *1989, l'année où le monde a basculé* (Perrin, 2009), a reçu le prix des Ambassadeurs 2010. (pierre.grosser@gmail.com)

University Press, 2010 ; Klaus Mühlhahn, « The Concentration Camp in Global Historical Perspective », *History Compass*, 8 (6), juin 2010, p. 543-561.

(3) Je remercie Matthias Middell, Olivier Petré-Grenouilleau et Pierre-Yves Saunier pour leurs critiques constructives sur la première version de ce texte.